

## Cameroun : Biya aux abois

lundi 31 mai 2010, par [SIDY Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mai 2010).

Paul Biya a l'habitude de narguer les Camerounais-e-s. On a déjà retenu de lui que « *la conférence nationale est sans objet* » mais aussi que « *tant que Yaoundé respire, le Cameroun vit !* » Il n'y a pas longtemps, il a ourdi une rumeur sur sa propre mort, pour faire une rentrée triomphale alors qu'il était hors du pays. « Je vous donne rendez-vous dans 20 ans », avait-il alors déclaré à son retour. Tout le monde a compris : « ma présidence à vie ».

Mais la sérénité a commencé de changer de camp et Biya doit forcer de plus en plus le trait. Ainsi, avec, fin décembre 2009, L'Appel du peuple, un livre d'autocrate, prélude à ce qui sera son annonce de candidature pour la prochaine présidentielle lors de sa présentation des vœux de janvier dernier ! Présidentielle qu'il n'exclurait pas, selon maints observateurs, d'anticiper pour prendre de court les concurrents potentiels.... L'opération « Mains propres » lancée en 2005 sous la pression des Etats-Unis pour lutter contre la corruption au Cameroun est devenue en 2006 L'Épervier, instrumentalisé dans des règlements de compte dans les cercles du pouvoir et visant à faire de Biya un candidat sans véritable concurrent.

Dans le même temps, répressions et intimidations contre mouvements civiques et sociaux battaient leur plein. Rappelons que, du 23 au 29 février 2008 le Cameroun a été le théâtre d'un mouvement social d'ampleur, à la fois « émeute de la faim » et soulèvement populaire à caractère politique : la conjonction de la provocation 15 jours plus tôt (à l'occasion de finale de la CAN 2008 de football à laquelle le Cameroun participait) d'une hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires et du projet de modification constitutionnel pour prolonger le mandat de Biya au pouvoir par une rééligibilité sans limite et en lui assurant l'immunité à vie. En grève contre la hausse du prix du carburant, la population a pris d'assaut les rues des principales villes des cinq provinces du Sud avec des revendications socio-économiques, civiques et politiques.

Dans ce contexte, les forces de sécurité se sont livrées à une répression sanglante contre la population et ont commis de graves violations des droits de l'Homme, causant la mort de quelques 140 personnes, le Rapport de l'Observatoire national des droits de l'Homme évoquant des exécutions sommaires de civils. Des milliers de personnes ont été arrêtées arbitrairement pendant et après ce mouvement social et traduites en justice. Aucune commission d'enquête n'a été constituée afin d'établir la vérité sur cette répression violente et disproportionnée. Illustration parlante du verrouillage totalitaire du système Biya, le 10 avril 2008 (donc moins de deux mois après la répression du soulèvement populaire de février) l'Assemblée nationale adoptait comme attendu le projet de loi sur la révision constitutionnelle avec 157 voix pour, 5 contre et 15 non votant-e-s.

Le cas du chanteur populaire « Ndjinga Man »-Lapiro (Afriques en Lutten°6), auteur du tube « Constitution constipée », est exemplaire de l'amplification de l'arbitraire et du harcèlement ciblés... Il était doublement chargé pénalement : un premier dossier datant de 2004 pour destruction de barrière et coups et blessures et le second de 2008 pour avoir attisé les « émeutes ». Dans le second, Lapiro fut condamné à trois ans ferme et 280millionsde francs CFA de dommages et intérêts. Sa peine ayant été confirmée par la Cour d'appel, Lapiro qui a toujours clamé son innocence est toujours écroué à Douala.

Le musèlement de la presse et les intimidations et persécutions contre les journalistes se multiplient

aussi. Rien qu'en février-mars 2010, trois journalistes ont été arrêtés, inculpés « de faux et d'usages de faux » et écroués. Puis il y eut le décès en détention à la prison centrale de Yaoundé, dans la nuit du 21 au 22 avril, de Cyrille Germain Ngota Ngota, dit Bibi Ngota, directeur de publication de l'hebdomadaire *Cameroun Express*... « après tortures et privation de soins », notent plusieurs websites et journaux camerounais : selon [camerounlibre.blogspot.com](http://camerounlibre.blogspot.com), il enquêtait avec deux confrères encore incarcérés sur des supposés frais de commissions dans le cadre de l'acquisition d'un bateau-hôtel par la Société nationale des hydrocarbures du Cameroun.

Au final, un système verrouillé mais aux abois que semblent lâcher les Etats-Unis et qui pousse les « chars » anti-émeutes dans un quartier au moindre énervement pour un délestage électrique ou une coupure d'eau. Les organisations populaires et les forces progressistes devront être à la hauteur des enjeux.

**Pierre Sidy**

---

**P.-S.**

\* Paru dans *Afrique en lutte*.